

RÉVISIONNISME, OPPORTUNISME, NATIONALISME

Une controverse à la veille de 1914

Le 10 novembre 1912 paraît dans la revue *L'Action nationale* la première partie d'un article signé de Charles Andler intitulé "Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine". La suite de l'article est publiée un mois plus tard. Le texte d'Andler va ouvrir, au cours des mois et des années suivantes, une discussion qui recouvre en fait des débats sur le problème de la pénétration de l'idéologie impérialiste dans les sections de la Deuxième Internationale et, plus généralement, sur les bases du réformisme et du nationalisme au sein du mouvement ouvrier. Retour sur une polémique et ses enseignements.

1 Droz (Jacques), Histoire générale du socialisme, volume 2, Quadrige/PUF, p. 211.

2 Le coup (ou crise) d'Agadir désigne un incident militaire et diplomatique entre la France et l'Allemagne intervenu le 1^{er} juillet 1911, où l'Allemagne a envoyé dans la baie d'Agadir au Maroc une canonnière, puis un croiseur, pour protéger ses intérêts. Le 4 novembre, un traité franco-allemand est signé qui permet à la France d'établir un protectorat sur le Maroc en contrepartie de la cession de quelques territoires au Congo.

3 Chambelland (Colette), Pierre Monatte, Une autre voix syndicaliste, p. 78, Les éditions de l'Atelier, 1999.

4 Droz (Jacques), op. cit., p. 228.

Les questions qui surgissent en 1912 sont le fait d'un homme, Charles Andler, qui est un fin connaisseur de l'Allemagne. En 1897, il a soutenu une thèse intitulée «*Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*» et, depuis 1908, il enseigne la langue et la littérature allemandes à la Sorbonne. Ami de Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale supérieure, il a fondé en 1909 avec ce dernier l'École socialiste dans le but de rendre plus accessibles les théories du mouvement socialiste⁽¹⁾. En 1901, il a traduit en français le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels. Durant cette période, il milite activement au sein du Parti socialiste révolutionnaire de Jean Allemane et deviendra membre de la SFIO lors de sa fondation en 1905.

Impérialisme

Dans le vocabulaire socialiste des années 1890, «*impérialisme*» qualifie la méthode d'expansion et d'agressivité des grandes puissances. Le sens se déplace ensuite vers un contenu économique et désigne la lutte pour la conquête des marchés de matière première et des débouchés pour l'investissement. Chez Andler, le «*socialisme impérialiste*» a pour signification le soutien apporté par des socialistes aux orientations expansionnistes des États.

Les circonstances dans lesquelles l'article sur «*le socialisme impérialiste*» fut rédigé méritent d'être notées. En effet, Andler avait passé une partie de l'automne 1911 en Allemagne à l'époque des remous provoqués par le coup d'Agadir⁽²⁾, et, en septembre 1912, il avait attentivement suivi les travaux du congrès du parti social-démocrate réuni à Chemnitz, qui devait notamment exclure le droitier Gerhard Hildebrand, apologiste du colonialisme «*socialiste*». En publiant son article dans *L'Action nationale*, une modeste et récente revue mensuelle dirigée par le radical Théodore Steeg, Andler ne recherche pas d'évidence une grande notoriété. Mais les idées qu'il expose attirent cependant l'attention de la presse de droite (*Le Temps*, *L'Éclair*) alors que les socialistes en pleine discussion sur la loi portant le service militaire à trois ans se taisent⁽³⁾. Or, comme le note Jacques Droz⁽⁴⁾, «*l'attaque spectaculaire d'Andler contre l'impérialisme latent de la social-démocratie*» montre, en tout cas, qu'à «*la droite du parti, la défiance la plus ferme subsistait*» à l'égard des socialistes allemands.

Le silence tactique des socialistes va être curieusement mis à mal par la décision de Pierre Monatte, un des principaux animateurs de la revue *La Vie ouvrière*, de publier, avec l'accord d'Andler, l'article de *L'Action nationale*. Faut-il voir dans cette décision, comme le suggère Colette Chambelland, le simple souci d'une «*information de pays à pays*» ou, plus encore, le sentiment que le véritable

socialisme était en péril? Ne faut-il pas entendre surtout le souci exprimé par Pierre Monatte, dans la livraison de *La Vie ouvrière* du 5 mars 1913, de mettre à la disposition des lecteurs syndicalistes un « article d'un rare courage qui [lui] paraît expliquer lumineusement les refus insolents que la CGT a reçus des socialistes allemands depuis 1905 »? En tout cas, la revue de Pierre Monatte publie, dans ses numéros de février et mars 1913, le texte d'Andler. Le silence n'est dès lors plus possible et ouvre une période d'intenses controverses aussi bien en France qu'en Allemagne⁽⁵⁾. Avant d'examiner ces polémiques, il convient de dire quelles étaient les questions posées à l'internationalisme par le risque de guerre.

L'internationalisme à l'épreuve du risque de guerre

Avant 1914, l'essentiel de l'internationalisme se réduit à la recherche d'une position convergente par rapport au risque de guerre. En France, la CGT, peu insérée dans l'organisation syndicale internationale, affirme des positions de principe qui tournent autour de la question de la grève générale. Ainsi, le 1^{er} octobre 1912, une conférence extraordinaire des fédérations et des bourses a adopté une résolution déclarant que, « à toute déclaration de guerre, les travailleurs, doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire »⁽⁶⁾. Le débat sur la guerre traverse également le mouvement socialiste⁽⁷⁾. Le VII^e Congrès socialiste international réuni à Stuttgart du 18 au 24 août 1907 avait fait ressortir les difficultés rencontrées par la II^e Internationale pour débattre des problèmes du militarisme et de la guerre et, plus encore, en tirer des conséquences pratiques. L'Internationale, créée en 1889, n'est à cette époque qu'une fédération de partis autonomes et n'existe d'ailleurs longtemps que sous la forme de congrès périodiques. Elle est dépourvue d'organisme permanent et si, en 1900, un Bureau socialiste international (BSI) a été créé, il se réduit à une simple boîte aux lettres. Les socialistes français jugent cela très insuffisant et, en septembre 1905, Jean Jaurès et Édouard Vaillant saisissent le BSI afin que l'Internationale et les partis se coordonnent pour prévenir et empêcher la guerre.

Or les socialistes allemands, qui dominent l'Internationale, se montrent farouchement hostiles à l'orientation de grève générale contre la guerre, considérant comme insuffisante l'organisation des travailleurs. Au cours du congrès international de Stuttgart, ils se sont heurtés durement aux socialistes français, et une sous-commission a en définitive adopté un amendement présenté par Vladimir Lénine, Rosa Luxemburg et Julius Martov qui précise : « Au cas où la guerre éclaterait néanmoins [les partis socialistes] ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs



COLLECTION IHS CGT

Dessin d'Henri Meyer à la une du supplément illustré du Petit Journal du 6 novembre 1898.

forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.» Cet amendement très radical fut en fait considéré comme une simple déclaration théorique.

Trois ans plus tard, lors du VIII^e Congrès socialiste international (Copenhague, 1910), Édouard Vaillant et le député écossais James Keir-Hardie relancent le débat en déposant la motion suivante : « Entre tous les moyens employés pour prévenir la guerre, le Congrès considère comme particulièrement efficace, la grève générale ouvrière⁽⁸⁾, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports...) ainsi que l'agitation et l'action populaire sous leurs formes les plus actives. » Bien que la « grève ouvrière » envisagée n'ait pas le caractère de la « grève révolutionnaire » telle que l'entend la CGT, les Allemands combattent cet amendement avec tant de force qu'il est décidé d'en transférer l'examen au BSI et de le remettre à l'ordre du jour du prochain congrès international qui, en définitive, ne va pas se tenir⁽⁹⁾.

Le 1^{er} mars 1913, *L'Humanité* et le *Vorwärts* (En avant) publient simultanément, en français et en allemand, un *Manifeste des partis socialistes allemand et français* dont le texte constitue de fait une réponse politique à l'attaque d'Andler. Plus généralement, le *Manifeste* concrétisait une clarification politique importante et appuyait les

5 Dans le premier tome de son ouvrage *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* (Éditions d'Avron, réimpr. 1993), Alfred Rosmer consacre un long développement (pp. 79-83) à ce qu'il nomme « une offensive de Charles Andler ». 6 Souligné par nous. 7 Sur la question de la grève générale contre la guerre on se reportera à Narritsens (André), « Face à la guerre, la CGT, l'Internationale socialiste et Jaurès », Cahiers de l'IHS CGT, n° 131, pp. 6-11. 8 Souligné par nous. 9 Sur ce point, on se reportera à Haupt (Georges), Le Congrès manqué. L'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale, Maspero, 1965, 299 p.



DR / IHS CGT

Le défi révisionniste lancé par Bernstein fait vaciller sur ses bases le plus puissant parti socialiste d'Europe.

efforts faits par la SFIO pour faire connaître la lutte menée par le SPD contre la guerre et l'éducation antimilitariste qu'il développait. La presse socialiste publia de nombreux articles sur l'internationalisme du parti allemand et diffusa largement une brochure de Jean Longuet intitulée *Les Socialistes allemands contre la guerre et le militarisme*.

L'attaque de Charles Andler

En dirigeant sa critique contre la social-démocratie allemande, Andler portait le fer au cœur du parti dominant

de l'Internationale socialiste, et il savait que ce qu'il disait aurait des conséquences pour toutes les autres sections. Comment se construisait la démonstration d'Andler ? Andler énonçait sa thèse, d'ailleurs formulée sur un ton catégorique (« *Il y a donc désormais en Allemagne un socialisme teutomane, colonial et détresseur* ») au terme de l'analyse des conceptions, exposées lors du congrès de Chemnitz par Gerhard Hildebrand et qu'il estimait, de fait, soutenues par de nombreux membres du parti. Il appuyait ses dires sur d'abondantes citations puisées dans les écrits de Rudolf Hilferding, de Max Schippel, de Ludwig Quessel, d'Albert Südekum, autant de figures marquantes de l'équipe dite des *Sozialistische Monatshefte* défendant dans la lignée d'Eduard Bernstein les thèses révisionnistes⁽¹⁰⁾, et, parmi elles, la nécessité du colonialisme⁽¹¹⁾, qui était considéré comme une des conditions du développement économique et donc des bases objectives d'un socialisme à venir !

Sur le fond, Andler déclarait trouver « *beaucoup de vrai aux principes défendus par Hildebrand* », attachait « *la plus grande importance à ce que la besogne de la révision du vieux marxisme se poursuive avec méthode* » et considérait « *les jeunes doctrinaires du socialisme nouveau très au-dessus des vieux dogues qui gardent encore*

Manifeste des partis socialistes allemand et français (1^{er} mars 1913)

« Au moment où, en Allemagne et en France, les gouvernements se préparent à déposer de nouveaux projets de loi qui vont encore accroître les charges militaires déjà formidables, les socialistes français et les socialistes allemands estiment que c'est leur devoir de s'unir plus étroitement que jamais pour mener ensemble la bataille contre ces agissements insensés des classes dirigeantes.

» Les socialistes français et les socialistes allemands protestent, unanimement et d'une même voix, contre les armements incessants qui épuisent les peuples, les contraignent à négliger les plus précieuses œuvres de civilisation, aggravent les défiances réciproques, et au lieu d'assurer la paix, suscitent des conflits qui conduisent à une catastrophe universelle, et qui aboutissent à la misère et à la destruction des masses.

» Les socialistes des deux pays ont le droit de se regarder comme les interprètes, tout à la fois du peuple allemand et du peuple français, quand ils affirment que la masse des deux peuples, à une majorité écrasante, veut la paix, et qu'elle a horreur de la guerre. Ce sont les classes dirigeantes qui, d'un côté et de l'autre de la frontière, provoquent artificiellement, au lieu de les combattre, les antagonismes nationaux, attisent l'hostilité réciproque, et détournent ainsi les peuples, dans leur pays, de leurs efforts de civilisation et de leur bataille émancipatrice.

» Pour assurer tout à la fois le maintien de la paix, l'indépendance des nations et le progrès dans tous les domaines de la démocratie des deux États, les socialistes réclament que tous les conflits entre les peuples soient réglés par des traités d'arbitrage : car ils estiment que les résoudre par la voie de la

violence n'est que barbarie et honte pour l'humanité.

» Ils réclament qu'à l'armée permanente, qui constitue pour les nations une permanente menace, soient substituées des milices nationales, établies sur des bases démocratiques et n'ayant pour objet que la défense du pays.

» Et si enfin, en dépit de leur opposition passionnée, de nouvelles dépenses militaires sont imposées aux peuples, les socialistes des deux pays lutteront de toute leur énergie pour que les charges financières retombent sur les épaules des possédants et des riches.

» Les socialistes d'Allemagne et de France ont déjà, par leur conduite dans le passé, démasqué le double jeu, le jeu perfide des chauvins et des fournisseurs militaires des deux pays, qui évoquent aux yeux du peuple, en France, une prétendue complaisance des socialistes allemands pour le militarisme, et en Allemagne une prétendue complaisance des socialistes français pour le même militarisme.

» La lutte commune contre le chauvinisme, d'un côté et de l'autre de la frontière, l'effort commun pour une union pacifique et amicale des deux nations civilisées doivent mettre fin à cette artificieuse duperie.

» C'est le même cri contre la guerre, c'est la même condamnation de la paix armée qui retentissent à la fois dans les deux pays. C'est sous le même drapeau de l'Internationale – de l'Internationale qui repose sur la liberté et l'indépendance assurées à chaque nation – que les socialistes français et les socialistes allemands poursuivent avec une vigueur croissante leur lutte contre le militarisme insatiable, contre la guerre dévastatrice, pour l'entente réciproque, pour la paix durable entre les peuples.»

10 *Le révisionnisme est le nom donné à la doctrine politico-théorique d'Eduard Bernstein ainsi qu'aux différents courants qui, dans l'histoire du marxisme, ont critiqué, abandonné, transformé, les analyses de Marx et d'Engels estimées dépassées par l'évolution historique.*

11 *Andler relève que « le groupe socialiste au Reichstag vote avec une régularité croissante les crédits coloniaux ».*

les dogmes anciens». Et de ranger au rang de ces derniers August Bebel, Karl Kautsky et «*M^{lle} Rosa Luxemburg [...] l'amazone belliqueuse du socialisme polonais*». Charles Andler déclarait que ce socialisme est «*nouveau par son absence de scrupules*», «*garde un souci vigilant des intérêts ouvriers immédiats*» et «*n'a pas honte d'infléchir les principes*». Il résumait son propos dans la phrase suivante: «*Pour le socialisme allemand néo-lassalien, les classes ouvrières sont solidaires du capitalisme*» et confortait ses dires sur la question très sensible de la guerre en disant que Bebel avait déclaré lors du congrès de Iéna: «*la question du désarmement ne nous séparera plus à l'avenir. Le mot d'ordre n'est pas de désarmer, mais d'augmenter les armements*».

Le 4 mars 1913, dans *L'Humanité*, Jean Jaurès brise le silence qui jusque-là avait régné dans les rangs socialistes à propos de l'article d'Andler⁽¹²⁾. Jaurès écrit-il à l'instigation de la direction du parti socialiste allemand comme le suggère Andler ou, plus simplement, comme il l'indique, «*parce [qu'Andler] est devenu le grand fournisseur de tout le poison qu'on colporte contre nous*»?

La riposte de Jaurès et le débat dans *La Vie ouvrière*

Jaurès choisit de déconsidérer Andler en l'accusant d'avoir trafiqué la citation de Bebel sur les armements. August Bebel aurait en effet dit à Iéna: «*le mot d'ordre pour l'Europe bourgeoise n'est pas de désarmer*». Le compte rendu officiel du congrès atteste des propos tenus, mais Andler se défend en déclarant que le libellé du compte rendu officiel a été corrigé et regrette que *L'Humanité* ne lui donne pas la parole. Le 31 mars, Jaurès reprend à nouveau la plume pour une «*mise au point*» et continue d'enfoncer le clou de ses accusations. Trois jours plus tard, il conclut son offensive en disant que *L'Humanité* s'ouvrira à la controverse. Au cours de cette période où s'enflamme la polémique, *La Vie ouvrière*, qui a publié l'article d'Andler, accueille trois points de vue qui installent le lecteur en position d'arbitre.

Salomon Grumbach, qui collabore à cette époque à *L'Humanité*, publie le 14 février 1913 dans la revue officielle de la social-démocratie allemande (*Die Neue Zeit*) que dirige Karl Kautsky un article intitulé «*Le "socialisme impérialiste"* (une découverte de M. le professeur Charles Andler)», et l'anarchiste James Guillaume présente la traduction qu'il a faite du texte de Grumbach en prenant la défense d'Andler⁽¹³⁾. Dans l'édition de *La Vie ouvrière* du 20 avril 1913, le militant libertaire suisse Fritz Brupbacher



Adolph von Menzel, Le Laminage (Cyclopes modernes), 1872-75, 158x254 cm, huile sur toile, Berlin, Alte Nationalgalerie.

soutient une position médiane: il ne conteste pas un certain nombre d'observations d'Andler, mais considère que ce dernier surestime la force du courant droitier au sein de la social-démocratie allemande et pense que la base ouvrière pèsera vers une évolution à gauche. Désormais clos dans le camp syndicaliste, le débat se poursuit au sein du parti socialiste, qui conduira au retrait d'Andler de l'organisation. En tout cas, la secousse est jugée suffisamment importante pour que Charles Andler, qui continue à défendre le point de vue exposé en 1912, publie en 1918 un dossier sur l'affaire⁽¹⁴⁾.

La turbulence polémique ouverte par l'article de Charles Andler, par-delà les circonstances de son déclenchement et ses aspects conjoncturels, soulève au fond plusieurs questions qui concernent les conceptions révolutionnaires et les orientations internationalistes des grands partis socialistes européens. On l'a dit, si Pierre Monatte décide d'allumer la mèche de la polémique dans la revue qu'il dirige, c'est parce qu'il considère, instruit par les difficultés rencontrées avec les Allemands à propos de la grève générale, qu'Andler a soulevé un vrai lièvre. Au fond, sous la phraséologie révolutionnaire de la deuxième internationale, ne se cache-t-il pas un renoncement à une action de transformation sociale? Un tournant ne s'est-il pas produit dans la conception même de la lutte révolutionnaire au début de la décennie 1890, dont le symptôme serait la fameuse introduction de Friedrich Engels à la réédition de l'ouvrage de Karl Marx *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*⁽¹⁵⁾? Au cours des années précédant 1914, les partis socialistes européens ne se sont-ils pas progressivement transformés de partis révolutionnaires en partis d'opposition intégrés dans le système parlementaire, et ce que l'on appelle la question nationale ne perturbe-t-elle pas désormais les approches de classe? Cette évolution n'est-elle pas une des racines de l'effondrement (la faillite) de la Deuxième Internationale en 1914?

En tout cas, une intense bataille politique se livre tout d'abord au sein de la social-démocratie allemande au travers de ce que l'on appelle le révisionnisme. En 1897,

12 Notons cependant qu'Albert Thomas a, le 17 février 1913, lors du débat budgétaire à la Chambre déclaré: «Je crois qu'Andler s'est lourdement trompé.» Le texte de l'intervention d'Albert Thomas est reproduit dans le numéro du 5 mars 1913 de *La Vie ouvrière*.

13 L'article de Salomon Grumbach est publié, dans le numéro du 20 mars 1913 de *La Vie ouvrière*, accompagné de commentaires de James Guillaume sous le titre «*La Réponse de Die Neue Zeit*».

14 Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. Dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913), Editions Bossard, collection de «*L'Action nationale*», 261 p.

15 En avril 1895, Friedrich Engels écrit avec colère à Kautsky pour protester contre la publication dans le *Vorwärts*, quotidien du SPD, d'un extrait de son introduction «reproduit à [son insu], et arrangé de telle façon [qu'il y apparaît] comme un paisible adorateur de la légalité à tout prix».



COLLECTION IHS CGT

L'Humanité du 1^{er} mars 1913 publie à sa une le Manifeste des partis socialistes allemand et français.

Eduard Bernstein a ouvert le feu en publiant dans *Die Neue Zeit* trois articles intitulés *Problèmes du socialisme*. En 1899, Bernstein donne une synthèse de ses positions dans un ouvrage intitulé *Les Préréquisés du socialisme* où il conteste les analyses et prévisions politiques de Marx. Bernstein propose d'abandonner la perspective révolutionnaire telle qu'elle a été jusqu'alors défendue par la social-démocratie et de penser le socialisme comme le résultat possible d'une évolution : « *Le mouvement est tout, et ce que l'on appelle ordinairement le but final du socialisme n'est rien.* » Les positions défendues par Bernstein ouvrent une longue période de polémiques. Georges Plekhanov, Karl Kautsky ⁽¹⁶⁾, Rosa Luxem-

burg ⁽¹⁷⁾, notamment, se mobilisent pour défendre des orientations révolutionnaires. Les thèses de Bernstein sont discutées et repoussées en 1899 lors du congrès de Hanovre du SPD, mais la bataille déborde au niveau international. Lors du congrès de l'internationale socialiste réuni à Amsterdam en 1904, le révisionnisme de Bernstein est à nouveau battu, la résolution condamnant « *de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et victorieuse basée sur la lutte des classes.* »

Quelles bases au réformisme ?

Par-delà les débats théoriques et d'orientation qui se déroulaient au sein de la social-démocratie, n'existait-il pas une base objective au réformisme/opportunisme, autrement dit à l'intérêt de la classe ouvrière pour le capitalisme ? Friedrich Engels, le premier, avait pointé la question dans une lettre à Marx du 7 octobre 1858 où il évoquait l'embourgeoisement d'une fraction du prolétariat anglais, considérant cette situation justifiée « *dans une nation qui exploite le monde entier.* ». Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle « *des pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient.* ». Le 12 septembre 1882, dans une lettre à Karl Kautsky, il réaffirme son appréciation : « *quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité [...] du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial.* ». En 1892 dans la préface à la deuxième édition allemande de *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, il reprend cette analyse à propos des « *ouvriers des grandes trade-unions* » qui « *constituent une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière ; ils sont parvenus à conquérir une situation relativement confortable et cette situation ils l'acceptent comme définitive* » ⁽¹⁸⁾.

Lénine et la rupture avec l'opportunisme

Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Vladimir Lénine précise les causes et les conséquences de cette situation :

« *Les causes :*

- 1) *l'exploitation du monde par l'Angleterre ;*
- 2) *son monopole sur le marché mondial ;*
- 3) *son monopole colonial.*

Les conséquences :

- 1) *l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ;*
- 2) *une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient* ⁽¹⁹⁾.

Pour Lénine, l'aristocratie ouvrière relève bien de la classe ouvrière par sa situation objective bien qu'elle bénéficie d'une redistribution de la plus-value qui prend la forme des profits coloniaux. Il considère que la situation du prolétariat, inévitablement relié par de multiples liens avec la petite bourgeoisie, pousse à la formation

Eduard Bernstein (1850-1933)

En 1896, de son exil londonien où l'avait condamné le régime impérial allemand, Eduard Bernstein, considéré alors comme l'un des plus grands théoriciens du parti, fait paraître dans la revue *Die Neue Zeit* une série d'articles intitulée « *Problèmes du socialisme* ». Il renonce à croire que la société capitaliste s'effondrera à l'issue d'une catastrophe providentielle amenant le prolétariat au pouvoir. Il défend l'application de réformes progressives qui conduiront pacifiquement vers l'idéal socialiste. Adapter le marxisme à une réalité économique et sociale en perpétuelle mutation pour mieux le préserver, voilà son ambition. Mais sa position éminente, ainsi que la teneur de ses thèses, suscite de fortes réactions. Pendant sept ans, jusqu'à sa condamnation définitive au congrès de Dresde en 1903, le défi révisionniste lancé par Bernstein fait vaciller sur ses bases le plus puissant parti socialiste d'Europe.

¹⁶ Kautsky (Karl), *Le Marxisme et son critique* Bernstein, Paris, Stock, 1900, 364 p.
¹⁷ L'ouvrage de Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution, constitue la réponse la plus développée à Bernstein.*
¹⁸ Préface à l'édition allemande de 1892, *Éditions sociales*, 1961, p.395.

d'une aile droite politique dans son sein et que l'existence d'une aristocratie ouvrière pousse aux compromis et au réformisme politique. Dans la préface qu'il consacre aux éditions française et allemande de *L'impérialisme*, Lénine durcit le ton : « *Le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée [...] d'États particulièrement riches et puissants qui pillent le monde entier par une simple "tonte de coupons" [...]. Ce gigantesque surprofit [...] permet de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière [...]. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde est le principal soutien de la II^e Internationale et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labor lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais", contre les "communards" (20). »*

Devenu prédominant, l'impérialisme a développé un opportunisme qui, durant la Grande Guerre, a complètement fusionné « *sous la forme du social-chauvinisme avec la politique bourgeoise* » (21). Lénine considère que « *le principal contenu idéologique et politique du social-chauvinisme s'accorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est un seul et même courant. L'opportunisme, dans le cadre de la guerre de 1914-1915, c'est ce qui engendre le social-chauvinisme. Le principal dans l'opportunisme c'est l'idée de collaboration des classes. La guerre conduit cette idée à son terme logique, en adjoignant avec cela à ses facteurs et stimulants coutumiers toute une série de facteurs et stimulants extraordinaires, en astreignant au moyen de menaces et violences particulières la masse amorphe et divisée à collaborer avec la bourgeoisie : cette circonstance, naturellement, élargit le cercle des partisans de l'opportunisme et explique pleinement le passage à ce camp de bien des radicaux d'hier* » (22).

Ainsi donc, l'opportunisme, fruit du révisionnisme, débouche sur le social-chauvinisme et crée dans les circonstances de la guerre une situation nouvelle qui rend caduque la vieille coexistence des courants de gauche et de



COLLECTION IHS CGT

Pour Lénine, l'opportunisme, dans le cadre de la guerre de 1914-1915, c'est ce qui engendre le social-chauvinisme.

droite au sein des partis sociaux-démocrates. La radicalité des positions exprimées par Lénine se situe bien loin des analyses d'Andler qui n'envisageaient, au fond, de vraies questions que sous l'angle de la défiance et ne pensaient aucunement au mouvement possible des masses. Il est vrai que l'incroyable retournement idéologique intervenu durant l'été 1914 avait bousculé bien des représentations et qu'il convenait de comprendre les racines du mal survenu. Les faiblesses de l'internationalisme d'avant 1914, son caractère somme toute très étriqué, fortement arrimé sur la vieille Europe et quasiment réduit au champ de la lutte contre les dangers de guerre, n'avaient pas résisté au cataclysme. L'extraordinaire lucidité de Lénine, sa capacité à comprendre les conjonctures révolutionnaires et à dégager les outillages capables de les faire vivre va se traduire dans la scission à peu près généralisée des organisations sociales-démocrates débouchant au lendemain de la guerre mondiale vers une recomposition du paysage politique et, dans une moindre mesure, syndical. Un internationalisme de nouvelle génération qui entend se déployer sur la planète entière va naître, bousculant les schémas routiniers de l'époque de la II^e Internationale sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien dans une période d'abord marquée par l'offensive puis par de grandes difficultés.

André NARRITSENS

19 Lénine (Vladimir), « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », p. 306, Œuvres complètes, tome 22, Éditions sociales/Éditions du progrès, 1960.

20 Op. cit., pp. 210-211.

21 Dans *La Faillite de la II^e Internationale* (septembre 1915), Éditions sociales, 1953, p. 43, V. Lénine définit ainsi le social-chauvinisme : « Par social-chauvinisme, nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans l'actuelle guerre impérialiste, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de "leurs" pays dans cette guerre ; le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre "leur" bourgeoisie. »

22 Op. cit. : *La Faillite...*, p. 43.